

A Genève, en 2000, 75 entreprises soutenues par un organisme de promotion économique, pour un total de 2 600 emplois

Parmi l'ensemble des entreprises ayant bénéficié d'un appui d'un organisme de promotion économique au cours des cinq dernières années, 303 étaient encore en activité en septembre 2000, totalisant 6 500 emplois. L'enquête menée par l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) montre un équilibre entre le nombre d'entreprises totalement nouvelles et celles venant de l'extérieur du canton.

L'objectif de cette enquête statistique est de recenser le nombre d'emplois parmi les entreprises en relation avec l'un ou l'autre de ces organismes. Afin de suivre leur développement jusqu'à ce qu'elles trouvent leur « vitesse de croisière », les entreprises sont appelées à répondre chaque année pendant cinq ans. A noter que Genève est le seul canton à mener une enquête officielle en la matière.

Sur le total de 303, en termes de *nombre d'entreprises*, parmi les types d'activité les plus courants, on trouve, dans l'ordre décroissant :

- le commerce de gros et intermédiaires du commerce (33 entreprises);
- les activités informatiques (32 entreprises);
- le commerce de détail (30 entreprises);
- la fabrication d'équipements électriques et électroniques; mécanique de précision; optique (24 entreprises);
- le conseil en gestion et en affaires (22 entreprises);
- les télécommunications (19 entreprises).

Parmi les entreprises totalement nouvelles, l'exemple-type est la start-up de quelques emplois qui se crée dans un secteur porteur, tel que l'informatique, et qui se développe au fil des années ou disparaît (faillite ou rachat par une autre entreprise). Seul point commun avec la multinationale qui s'implante avec des centaines d'emplois à la clé, le fait que les deux sociétés se soient adressées à un organisme de promotion économique.

A des fins de promotion économique, l'Etat de Genève intervient de manière multiple :

- Mise en place d'un certain nombre de mesures officielles de soutien : Loi instituant une aide financière aux petites et moyennes industries (LAPMI), Fondation genevoise pour la création et le développement de petites et moyennes entreprises (Fondation Start-PME) et Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT).
- L'Office de promotion économique, y compris le Guichet pour entreprises, du DEEE, qui chapeaute d'ailleurs certaines des aides précitées, est actif tant dans le domaine de la promotion endogène (entreprises totalement nouvelles créées à Genève) que dans la promotion exogène (entreprises qui viennent de l'extérieur, le plus souvent de l'étranger). Il peut orienter l'entreprise vers une des aides protocolées ou, par exemple, donner un coup de pouce pour l'obtention de permis de travail ou d'un allègement fiscal.
- Financement partiel de Génération Innovation Lémanique (GENILEM) et de l'Office genevois de cautionnement mutuel (OGCM).

. / .

28 juin 2001 – n° 14

Sur le plan du *nombre d'emplois*, toujours dans l'ordre décroissant, on trouve :

- l'administration d'entreprises (2 227 emplois);
- la fabrication d'équipements électriques et électroniques; mécanique de précision; optique (888 emplois);
- les activités informatiques (704 emplois);
- les télécommunications (471 emplois);
- les autres industries manufacturières (347 emplois);
- le commerce de gros et intermédiaires du commerce (294 emplois).

La position de *l'administration d'entreprises*, qui devance largement les autres branches, découle de la présence dans le canton de plusieurs quartiers généraux de multinationales de taille particulièrement grande. Presque deux tiers du total des emplois recensés se trouvent d'ailleurs dans des entreprises venant de l'extérieur du canton.

Les micro-entreprises (moins de 10 emplois) sont nettement majoritaires (71 % du total), mais leur poids en nombre d'emplois est évidemment réduit (12 %). Logiquement, la situation est inversée pour les moyennes et grandes entreprises (plus de 50 emplois) : elles représentent 12 % du total des entreprises mais 68 % de l'emploi.

Sans surprise, les entreprises totalement nouvelles sont de taille inférieure à la moyenne : 9 sur 10 sont des micro-entreprises. La proportion descend à 6 sur 10 pour les entreprises venant de l'extérieur.

Deux tiers des 27 moyennes et grandes entreprises recensées appartiennent à la catégorie des entreprises venant de l'extérieur.